

Démocratie

LES DÉFIS DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Chloé Morin

19/05/2017

Alors que le premier conseil des ministres du quinquennat d'Emmanuel Macron vient de se tenir, quels sont les enjeux pour le nouveau gouvernement dans les semaines qui viennent, au-delà de la conquête d'une majorité ? Analyse avec Chloé Morin pour l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.

La première cote de popularité du couple exécutif publiée par l'institut Elabe vient confirmer ce qu'indiquaient déjà les circonstances particulières de l'élection du président de la République : la notion d'état de grâce est définitivement à bannir du langage politique, et la confiance accordée au président de la République le 7 mai 2017 est une flamme qu'il devra entretenir sans cesse pour qu'elle ne s'éteigne pas rapidement.

Nicolas Sarkozy et François Hollande avaient déjà eu bien peu de répit avant que l'impatience d'une France avide de changement ne les rattrape. Le premier avait bénéficié d'au moins six mois de relative bienveillance, et le second a été rattrapé par les procès en immobilisme, amateurisme ou en trahison dès la fin du mois d'août 2012. Comme dans d'autres domaines, on constate là les effets combinés du passage au quinquennat et à l'ère de la dictature de l'urgence : pas d'état de grâce, à peine élu le président doit « délivrer ». Le mandat présidentiel est devenu une campagne permanente et, selon une logique de référendum quasi-quotidien, il faut que l'élu prouve à chaque instant qu'il mérite la confiance qui lui a été prêtée. Gare à la chute pour celui qui arrête de pédaler, ne serait-ce qu'un instant...

Alors que le premier conseil des ministres du quinquennat d'Emmanuel Macron vient de se tenir, quels sont les enjeux pour le nouveau gouvernement dans les semaines qui viennent (au delà de la conquête d'une majorité) ?

Faire émerger une équipe, tout en évitant rivalités et « couacs »

Si l'on en juge par l'expérience du quinquennat de Nicolas Sarkozy, et plus encore par celle des

différents gouvernements de François Hollande, le temps où l'on pouvait s'adresser à différents électorats en réunissant au sein du même gouvernement des figures ayant une réelle assise dans certains segments de l'opinion est révolu. Les « icônes », qui incarnaient une sensibilité politique – on pense à Marine Aubry ou Christiane Taubira à gauche par exemple – ou un combat, une idée – le social, l'entrepreneuriat, la protection de l'environnement, l'international, la lutte contre la pauvreté – sont rares. Lorsqu'émerge une figure sachant capter les aspirations de l'opinion, la logique présidentielle qui consiste à prêter – à tort ou à raison – à quiconque émerge dans le paysage politique les plus hautes ambitions impose bien vite des rivalités et des soupçons.

L'ère Jospin, où la complémentarité des profils était source d'enrichissement et était parvenue à créer une dynamique collective positive, n'a plus véritablement d'équivalent. Elle a cédé la place à des logiques individualistes – tel ou tel parvient à incarner quelque chose, mais s'inscrit davantage dans une logique carriériste que dans un projet collectif – ou à des gouvernements inaudibles, véritablement écrasés par le couple exécutif.

Ainsi, François Hollande avait d'abord souhaité composer un gouvernement à l'image des différentes sensibilités de gauche constituant son socle électoral – et au-delà. Mais bien vite, à force de dissensions – et bien que celles-ci aient toujours été, même si c'était tardivement et dans la douleur, tranchées par le couple exécutif –, c'est une grille de lecture implacable qui s'est imposée : celle des « couacs », de l'amateurisme, des lignes concurrentes, des rivalités et des ambitions personnelles. Là où un Manuel Valls et une Christiane Taubira auraient pu être complémentaires dans leurs domaines respectifs, où Arnaud Montebourg aurait pu « parler » à un électorat situé à gauche de la ligne gouvernementale, c'est une spirale de l'échec qui s'est imposée. Fortes personnalités, mais cocktail explosif. Semblant tirer les conclusions de cet échec, le président a alors choisi d'affirmer « une seule ligne » grâce à l'autorité d'un Manuel Valls. Le changement de regard sur l'équipe gouvernementale a alors été radical : plus de « couacs » (bien qu'il y en eût, en réalité, beaucoup), finis les procès en amateurisme. Mais ce virage se fit au prix du « collectif » : l'équipe devint relativement inaudible et, à quelques rares exceptions près, la plupart des ministres ont peiné à émerger et contribuer à l'œuvre collective en affirmant leur singularité. Seule exception : Emmanuel Macron est parvenu en un temps record à « incarner » quelque chose pour l'opinion, mais cette logique l'a rapidement placé dans une logique de rivalité avec le Premier ministre et d'ambition présidentielle.

Le couple exécutif, avec cette nouvelle équipe gouvernementale, saura-t-il éviter les deux écueils sur lesquels ses prédécesseurs ont échoué ? Éviter que l'autorité et la clarté de la ligne ne s'exercent au détriment de la diversité et de la complémentarité des personnalités, faire vivre pleinement un collectif sans que les « couacs », les « rivalités », le choc des « ambitions

personnelles» ne viennent rapidement le fracturer?

Amorcer rapidement un mouvement de réforme, pour entretenir la dynamique

On sait combien l'immobilisme perçu lors des trois premiers mois du quinquennat de François Hollande lui coûta. Pourtant, on a vite oublié que les premières semaines furent chargées de symboles : baisse du salaire des ministres et du président, vote de mesures emblématiques telles que le retour à la retraite à soixante ans pour ceux qui ont travaillé tôt... Tout cela fut balayé par les images d'un président en vacances au mois d'août, sur fond d'insécurité économique croissante et de multiplication des plans sociaux.

La thématique de la trahison et du renoncement prit rapidement le relais. L'ampleur et la répartition de l'effort fiscal demandé à l'automne pour accomplir le « redressement dans la justice », et le sentiment que le président avait finalement renoncé au bras de fer promis avec l'Allemagne sur l'orientation européenne, sont venus approfondir la fracture entre le président et les Français.

Emmanuel Macron, qui était à ce moment-là aux premières loges en tant que secrétaire général adjoint de l'Élysée, en a sans doute tiré les leçons. Il a répété pendant toute sa campagne qu'il ne dévierait pas de son programme, et ne promettrait pas ce qu'il pensait ne pouvoir accomplir, au risque de laisser ses concurrents capter la part de rêve indispensable en politique. Même entre les deux tours, il a préféré conserver sa propre cohérence, plutôt qu'envoyer des « signaux » à un électorat – celui de La France insoumise – dont il sait qu'il sera parmi les premiers à gagner l'opposition à son action – sans doute dès les législatives. Il lui reste donc à appliquer sa feuille de route, mais plus encore à entretenir l'impression de mouvement. Ce ne sera pas chose aisée : combien de réformes, pourtant honorables voire essentielles, ont été votées ces cinq ou dix dernières années, sans que ne s'estompe le sentiment d'enlisement ? En vérité, la seule réforme économique qui ait, depuis cinq ans, donné au pays à la fois le sentiment d'être substantielle, nécessaire, et positive, fut la « loi Macron ». Le président est donc, sans doute, le mieux placé pour porter et mettre en scène le « mouvement de réformes » que les Français attendent. Même s'il refuse d'utiliser l'expression des « cent jours » et souhaite s'affranchir de la « dictature de l'urgence », la patience et l'indulgence des Français sont limitées. Le temps lui est donc compté.

À l'occasion de cette élection présidentielle « hors norme », la Fondation Jean-Jaurès s'associe au [Huffington Post](#) pour apporter son éclairage sur la campagne électorale : rapport de forces,

thèmes et enjeux structurants, opinion des Français. La Fondation mobilise un certain nombre de chercheurs et de personnalités pour fournir des analyses jusqu'au scrutin, et après.